

Ecrit par le 25 juillet 2024

# Vaucluse, Débat des législatives, qui aura transformé l'essai pour vous donner envie de voter ?



**Les cinq candidats en lice pour les élections législatives ont débattu des enjeux politiques du Vaucluse. Objectif ? Inciter les Vauclusiens à aller voter les dimanches 12 et 19 juin prochains. Ceux qui seront élus demain, sauront-ils travailler ensemble, aller dans la même direction, dans l'intérêt des vauclusiens ? Les cinq candidats avaient moins d'une heure pour convaincre. Les thèmes abordés ? Le pouvoir d'achat, la santé de proximité, la retraite et l'agriculture.**

Écrit par le 25 juillet 2024

**Dans 10 jours plus de 400 000 vauclusiens seront appelés aux urnes pour choisir entre 57 candidats et leurs suppléants. Sur le grill ? Cinq candidats issus de 5 formations politiques pour 5 circonscriptions du département.**



Thomas Hirsch et Daniel Morin animaient le débat des législatives au Théâtre du Balcon à Avignon, jeudi 2 juin de 18h à 19h.

C'était à l'occasion d'une émission radio sur France Bleu Vaucluse en partenariat avec le quotidien La Provence et France 3 Méditerranée (© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

### Qui sont-ils ?

**Farid Faryssy**, avocat à Avignon, candidat Nupes (ex La France insoumise et dorénavant la Nouvelle union populaire écologique et sociale, pour la première circonscription : Avignon et le Pontet. Sa suppléante est Mathilde Caillé.

Ecrit par le 25 juillet 2024

**Stanislas Rigault**, chargé de mission auprès de l'Institut de formation politique Paris, candidat Reconquête -le parti d'Eric Zemmour- à la 2<sup>e</sup> circonscription : Bonnieux, Cadenet, Isle-sur-la-Sorgue et Cavaillon. Sa suppléante Marion Maréchal-Le Pen.

**Hervé de Lépinau**, avocat, conseiller municipal d'opposition à Carpentras, candidat Rassemblement National pour la 3<sup>e</sup> circonscription : Bédarrides, Carpentras Sud, Pernes-les-Fontaines. Sa suppléante est Fanny Lauzen-Jeudy.

**Violaine Richard**, Conseillère régionale à la Région Sud. Secrétaire général de [Unitel group](#) (service et conseil informatiques), candidate La République en marche devenue Ensemble pour la 4<sup>e</sup> circonscription : Bollène, Beaumes-de-Venise, Bollène, Malaucène, Orange, Vaison-la-Romaine et Valréas. Son suppléant est Jérôme Bouletin.

**Julien Aubert**, énarque, haut fonctionnaire, député (depuis 2012). Se présente sur la 5<sup>e</sup> circonscription : Apt, Carpentras nord, Gordes, Mormoiron, Pertuis et sault.

Ecrit par le 25 juillet 2024



Studieux avant d'entrer dans l'arène, de gauche à droite : Farid Faryssy, Stanislas Rigault, Hervé de Lépinau, Violaine Richard et Julien Aubert (© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

### Comment le débat a commencé

**Daniel Morin : Vous, candidats souhaitez-vous une large majorité pour le président de la République dans l'hémicycle ou une cohabitation ?**

A cette question Violaine Richard a répondu « vouloir cette majorité pour porter haut les valeurs de la République. » Julien Aubert a évoqué «une longue traversée du désert des rendez-vous démocratiques, sans pouvoir changer les décisions qui seront prises. Votez pour Les républicains pour être sûrs qu'une majorité relative tende vers la droite.»

**Thomas Hirsch : Les Français veulent-ils plus un programme de rupture de continuité, aspirent-ils à l'apaisement ?**

« Oui a répondu Farid Faryssy, les Français veulent un programme de rupture avec le Macronisme. Le

Ecrit par le 25 juillet 2024

Macronisme ? Ça a été 5 ans de destruction de la santé, des services publics, à La Poste, au Logement social. Les Français veulent le changement qu'ils n'ont pas pu obtenir lors des élections présidentielles, ils l'auront aux législatives avec un gouvernement de gauche à travers l'Union Populaire.»

**Daniel Morin : Se dirige-t-on vers une situation compliquée avec une majorité pas clairement définie, qu'est-ce que cela dit des fractures de notre société ?**

**Stanislas Rigault :** «Jean-Luc Mélenchon a réussi un coup politique en rassemblant un bloc d'extrême gauche qui siègera à l'Assemblée nationale. Avec Eric Zemmour nous regrettons qu'il n'y ait pas eu cette même main tendue de la part de Marine Le Pen. Si nous avions eu cette même stratégie, nous aurions pu viser un groupe plus important à l'Assemblée Nationale.»

**Violaine Richard :** «Notre formation politique Ensemble est rassemblée dès le début. Ce que je constate ? La politique change vraiment la vie des gens. Le dire c'est lutter contre l'abstention. Le militantisme ? C'est aussi écouter les gens.»

**Hervé de Lépinau :** «Soyons modestes. La société aujourd'hui est en lambeau sur le plan démocratique. Le Parlement n'a pas fonctionné de manière normale pendant deux ans, les pleins pouvoirs ont été concentrés à l'Élysée. Matignon n'était qu'une courroie de transmission et les Français ont payé la note à la fin. Au plan sanitaire ? Nous avons vécu des restrictions de liberté jamais vues auparavant. Pour pouvoir tenir une Nation, vous la surendettez, ne la rendant plus libre. Cette élection est essentielle pour restaurer le souffle démocratique du pays. Si les Français n'expriment plus leurs inquiétudes ou leurs envies dans les urnes ça peut très mal se terminer dans la rue.»

Ecrit par le 25 juillet 2024



Le public présent au Théâtre du Balcon, devant sa télé, derrière son portable ou son ordinateur aura peut-être fait son choix hier soir (© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

**Thomas Hirsch :** « S'il n'y a pas de majorité au soir du 19 juin, travaillerez-vous ensemble, malgré vos différences, pour soutenir la Nation et le territoire ?

**Julien Aubert :** «Les élections législatives sont le choix d'un homme ou d'une femme et non d'une étiquette. Il faut voir ce qu'ils ont fait ou veulent faire. Cependant si Emmanuel Macron n'a pas les pleins pouvoirs et s'il est obligé de discuter les textes, comme la réforme des retraites, Les républicains trouveront un point d'équilibre pour le pays.»

**Thomas Hirsch :** Comment allez-vous vous y prendre pour ramener les gens vers les urnes et Nupes aura-t-il un avenir au soir du 19 juin ?

**Farid Faryssy :** «On souhaite inciter les gens à voter via notre programme. Nous voulons que les députés reprennent leur place dans un Parlement véritablement utile. Je pense que c'est la recomposition de la

Ecrit par le 25 juillet 2024

gauche qui se joue durant ces élections législatives, avec un contrat au gouvernement et une Union populaire. Toutes les conquêtes sociales ont été amenées par la gauche dans notre pays. Nupes sera une majorité de gauche à l'Assemblée.»

**Julien Aubert** : «Comment voulez-vous faire une transition écologique qui est au cœur de la problématique du pouvoir d'achat et ne pas savoir ce que vous voulez faire sur la transition écologique dont le nucléaire est le principal bateau ?»

**Daniel Morin** : **Vous candidats, toutes étiquettes confondues, choisirez-vous de vous maintenir, quels que soient les cas de figure, au 2<sup>e</sup> tour des élections législatives ?**

**Hervé de Lépinau** : «On nous annonce une abstention de 50%.»

**Julien Aubert** : «C'est à chaque candidat qui se présente devant le peuple, d'en décider personnellement.»



Ecrit par le 25 juillet 2024

(© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

**Daniel Morin pour Stanilas Rigault et Hervé de Lépinau, « votre point commun est d'avoir ou d'avoir eu comme suppléante Marion Maréchal-Le Pen. Elle dit qu'elle ne comprend pas pourquoi vous vous tirez des balles dans le pied. Est-ce qu'au second tour vous vous retrouveriez pour vous soutenir ? »**

**Stanilas Rigault :** « Nous l'avons fait pour les élections présidentielles, Jordan Bardella l'avait aussi donné pour consigne. »

**Hervé de Lépinau :** « Au 1<sup>er</sup> tour on choisit, au second on élimine. Nous aurons capacité à nous retrouver. »

**Thomas Hirsch :** « Nous avons des frontières administratives sur le territoire qui ne ressemblent plus à la réalité des bassins de vie. Économiquement et politiquement ne devrions-nous pas nous ouvrir davantage sur le nord-des-Bouches-du-Rhône, vers le Gard Rhodanien, pour arriver à mieux fédérer et voir aboutir des projets ? »

**Violaine Richard :** « Les frontières administratives sont globalement illisibles pour beaucoup. Les découpages administratifs et électoraux sont issus de calculs compliqués. Oui, travailler ensemble me semble indispensable, c'est aussi un élément de la compréhension de la démocratie. »

**Alain de Vecchis de l' Afoc (Association FO des consommateurs) Vaucluse interroge :** « Depuis l'installation de l'euro le pouvoir d'achat s'érode chaque année. Aujourd'hui l'inflation atteint +5,2% et l'on prévoit +8% à la fin de cette année. Quelles mesures prendrez-vous face à l'inflation ? Allez-vous indexer les salaires et surtout les retraites sur l'indice de l'inflation ? »

**Stanilas Rigault :** « On sort de deux grandes crises, La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. Il ne faut pas répondre à ces grandes questions dans l'urgence. Le problème du pouvoir d'achat pré-existait avant ces deux crises. Notre logique ? Taxer moins et baisser les impôts, comme par exemple la CSG pour permettre un 13<sup>e</sup> mois aux français. »

**Hervé de Lépinau :** « Nos mesures concrètes ? Nous avons déjà annoncé ramener la TVA sur l'énergie et les carburants de 20 à 5,5%. Nous proposons un panier de 100 produits de base qui seraient dispensés de TVA pour redonner un coup de pouce au pouvoir d'achat. J'observe que nous n'avons jamais payé autant d'impôts. Nous sommes le pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement) le plus taxé et notre pouvoir d'achat ne s'est jamais autant dégradé. La vraie question ? Où va l'argent ? Nous allons retracer le flux de l'argent public pour le savoir. »

**Julien Aubert :** « Je suis pour l'indexation des retraites et des salaires sur l'inflation, en même temps, il faut être sûr que les entreprises puissent encaisser ces hausses de salaires et obtenir concomitamment des baisses de charges accompagnées. Il faut également restaurer le travail car le pouvoir d'achat est la conséquence du travail, en récompensant ceux qui travaillent, en redonnant de l'attractivité aux secteurs



Ecrit par le 25 juillet 2024

en tension, en faisant un effort sur les rémunérations. Nous devons mener une réflexion plus large sur les revenus d'actif et d'inactivité.

**Violaine Richard** : «En France l'inflation est de 5,2% c'est trop et beaucoup trop pour les plus modestes, en Allemagne, elle est à 8%. Ce qu'on fera ? Une indexation des retraites sur l'inflation et une retraite minimale à 1 100€. Les modalités ? Le Parlement en débattrait.»

**Farid Faryssy** : «Macron a pris aux français pour redonner aux riches. Nous ? Nous bloquerons les prix de 153 produits de première nécessité, également les carburants. Nous souhaitons instaurer la gratuité des quantités d'eau et d'électricité indispensables à la vie digne et la gratuité des cantines. Pour nos jeunes ? Une allocation autonomie de 1063€ qui est le seuil de pauvreté pour leur permettre d'étudier, un Smic à 1 500€ net et la mise en place d'une conférence sociale pour ré-évaluer les salaires.»

**Thomas Hirsch** : **Logement social, nous avons un dossier départemental avec l'absorption de Vallis Habitat par Grand Delta Habitat**

**Hervé de Lépinau** «Il y a nécessité à loger les gens mais dans la dignité. Le problème des opérateurs du logement social en Vaucluse ? Ils demandent des permis de construire aux communes -merci la loi Elan et l'obligation de construire 25% de logements sociaux- quand, par ailleurs, l'existant est laissé à l'abandon. Avant de prendre des terres agricoles et de consommer de l'espace, consacrons les moyens pour rénover l'existant et je vous garantis que l'existant sera traité en partie et de manière significative.»

Ecrit par le 25 juillet 2024



(© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

**Daniel Morin** : « Que fait-on de ce projet (Vallis Habitat fusionné avec Grand delta Habitat) ? On le gèle, on le bloque ? On revient en arrière ? On fait des études ?

**Hervé de Lépinau** : «Il faut en débattre au sein du Conseil Départemental, acteur historique qui risque d'être privé de cette mission. On est sur le problème des masses critiques»

**Violaine Richard** : «Vous mélangez un sujet national à un sujet départemental. Le dossier a été géré de façon extrêmement rapide. La concertation est nécessaire.»

**Farid Faryssy** : «Nous sommes contre car cela supprime le seul acteur public, cela donnerait au privé 1 milliard qui est la valeur des logements de Vallis habitat.»

**Patrick Bourdillon, assistant régulateur au Samu de Vaucluse, centre hospitalier d'Avignon** : « Que ferez-vous pour la santé pour faire fonctionner nos établissements cet été ?«

Ecrit par le 25 juillet 2024

**Stanislas Rigault** : «15 000 soignants sont empêchés de travailler parce qu'ils ne sont pas vaccinés. Je me battrais pour que ces personnes puissent, de nouveau, exercer.»

**Violaine Richard** : « Non, parce que la crise Covid n'est pas terminée.»

**Julien Aubert** : «J'ai voté contre leur licenciement, je me suis battu contre leur suspension, j'ai signé une tribune demandant leur rétablissement il y a trois mois. L'hôpital public est à bout de souffle avec ce type de décision qui prive, en réalité, une partie du système de santé de professionnels. On n'a pas besoin de plus de rapports pour savoir que les hôpitaux vont mal. Si je devais prendre des mesures ? Sur les gardes de nuit, de week-end, donner plus d'attractivité, augmenter les rémunérations et mettre fin à la maîtrise comptable des dépenses de santé qui a nié la notion de service public.»

**Hervé de Lépinau** : «Je demande qu'on restaure, dans leur dignité, ces soignants. Les services publics, aujourd'hui, sont dégradés. Il y a 30 ans, il y avait un hôpital dans toutes les villes de province de 30 000 habitants. Il y avait une prise en charge, un maillage territorial qui fonctionnait. Il y a des années, Roselyne Bachelot a décidé d'organiser une techno-structure pour essayer de dégager de la rentabilité à l'hôpital. On en voit le résultat aujourd'hui. Ce qui m'effraie ? Le taux de mortalité infantile repart à la hausse en France et des drames se jouent aux urgences à cause du manque de personnel qui vit une pression insupportable. Nous allons vers le clash de l'hôpital, dont l'équipe Macron porte une très importante responsabilité. Lors de la crise sanitaire la mesure phare de Martin Hirsch a été de continuer à fermer des lits d'hôpitaux.»

**Farid Faryssy** : «Je suis pour la réintégration des soignants. C'est plus de 100 000 médecins qu'il faut recruter parce qu'il y a les départs à la retraite et la problématique du numerus clausus qui bloque l'accès aux études de médecine. Il faut reconstruire les services d'urgence comme celui de Cavaillon qui ferme. 17 500 lits ont été fermés pendant le Covid. Le Ségur de la santé a été une escroquerie. Contrairement à ce qui a été dit, les salaires des soignants n'ont pas été revalorisés.»

**Stanislas Rigault** : «Ce que je préconise ? Augmenter de 12% les salaires des aides-soignants et infirmiers, recruter 1 000 médecins salariés, sur les 5 ans à venir, par l'État pour combler les déserts médicaux et rétablir les gardes obligatoires des médecins ce qui permettrait des permanences en tous lieux.»

**Violaine Richard** : «En Vaucluse, on a ouvert 19 maisons de la santé. Ça marche très bien. Les médecins sont contents de travailler ensemble, les patients également et la télémédecine y trouve sa place. On peut aussi y accueillir des spécialistes et les personnes âgées peuvent être soignées en proximité.»

**Emmanuel Ventura, postier à Avignon** : «**Quel âge de retraite proposez-vous ? Avec combien d'annuités requises pour une retraite à taux plein et avec quel montant de base ?**»

**Farid Faryssy** : «Nous souhaitons la retraite à 60 ans, avec 40 annuités. Ce qu'il faut savoir ? A 62 ans, 25% des ouvriers décèdent donc, proposer la retraite à 65 ans, comme le fait Violaine Richard, revient à proposer des retraites pour les morts. Le Conseil d'orientation des retraites ne prévoit pas de difficulté jusqu'en 2070 avec une réserve de 150 milliards d'euros. Nous proposons une augmentation de 0,25%

Écrit par le 25 juillet 2024

par an du taux de cotisation pour les hauts salaires afin que les bas salaires disposent de 1 500€ net.»

**Stanilas Rigault** : «Nous proposons 64 ans. En 2030 il y aura plus de 2 millions de personnes de plus de 75 ans. S'il y a retraite il y a aussi conditions de vie des retraités. C'est la raison pour laquelle nous voulons construire 400 000 places d'Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). Nous voulons exonérer de la CSG (Contribution sociale généralisée) des plus petites retraites.»

**Hervé de Lépinau** : «La retraite à 65 ans est un moyen déguisé pour réduire les pensions puisqu'il faudra justifier d'avoir accumulé le nombre de trimestres travaillés pour pouvoir bénéficier d'une retraite pleine. Plus vous retardez le départ à la retraite et plus il sera difficile d'accéder à une retraite pleine. Aujourd'hui le parcours professionnel n'est plus celui des 30 glorieuses. On peut avoir eu des périodes de chômage. La solution la plus juste ? Tenir compte des accidents de la vie pour les revaloriser dans la construction d'une carrière.»

**Violaine Richard** : «On ne touchera pas au nombre d'annuités. Nous augmenterons progressivement l'âge de la retraite jusqu'à 4 mois par an pour arriver à 65 ans. Ce qui est choquant ? Avoir travaillé toute sa vie et ne pas obtenir une retraite digne. Nous préconisons une retraite minimum à 1 100€ comme nous l'avons fait pour les agriculteurs.»

**Julien Aubert** : «Ce débat sur l'âge de la retraite est stupide. Il sera normal pour une personne qui a commencé très tôt à travailler et qui a eu un métier difficile de partir à 58 ans. De même une personne qui a fait de longues études et qui n'a pas un métier physiquement compliqué peut travailler au-delà de 65 ans. Nous devrions nous focaliser sur le nombre d'annuités de manière à équilibrer le régime. La pénibilité doit venir pondérer le nombre d'annuités, mais ne rentrons pas dans des grilles car nous n'en sortirions pas. Faisons confiance aux médecins pour évaluer l'état de santé de la personne par rapport à son travail. Ce serait plus respectueux et pragmatique que ces usines à gaz.»

**Daniel Morin et Thomas Hirsch** : « **Quel avenir pour l'agriculture, l'installation des jeunes agriculteurs ?** »

**Stanislas Rigault** : «Il y a 50 ans la France accueillait 4 millions d'agriculteurs, aujourd'hui ils sont 400 000. Nous augmenterons la dotation pour les jeunes agriculteurs. Nous exonèrerons de droit de frais de succession les familles qui veulent transmettre leur patrimoine agricole à leurs enfants. Nous plébiscitons les circuits courts.»

**Vilaine Richard** : « Ce qui est fondamental ? Donner aux agriculteurs tous les moyens de produire en allant vers une transition climatique. Nous travaillons sur le plan sécheresse.»

**Julien Aubert** : «Tout d'abord abroger le zéro artificialisation qui vitrifie la ruralité. Faire de l'écologie ? Oui à condition qu'elle ne tue pas l'agriculture. Éviter le blocage des prix qui ne permet plus aux agriculteurs de vivre.»

**Le débat, une initiative France Bleu Vaucluse avec La Provence et France 3 Méditerranée**

Ecrit par le 25 juillet 2024

L'émission radio initiée par France Bleu Vaucluse jeudi 2 juin a été filmée et retransmise en direct depuis le Théâtre du Balcon à Avignon, sur [FranceBleuVaucluse.fr](https://FranceBleuVaucluse.fr) et la Provence.com. Aux manettes ? Daniel Morin, rédacteur-en-chef de [France Bleu Vaucluse](https://FranceBleuVaucluse.fr) ; [Thomas Hirsch](#) directeur départemental de [la Provence](#), en association avec les caméras de [France 3](#) avec [Frédérique Poret](#) journaliste [France 3 provence-alpes-côte d'azur](#).



(© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Ecrit par le 25 juillet 2024

# Tourisme patrimonial : le Vaucluse au top des revenus des hôtes Airbnb



Le département de Vaucluse apparaît en 4<sup>e</sup> position du top 10 des départements affichant les plus hauts revenus pour les hôtes du patrimoine [Airbnb](#). Créée ce mois-ci par la plateforme de location d'hébergement touristique chez les particuliers, la catégorie '[patrimoine](#)' correspond aux logements d'intérêts historiques datant du XIX<sup>e</sup> siècle au moins. Une offre Airbnb qui regroupe actuellement plus de

Ecrit par le 25 juillet 2024

4 000 hébergements en France.

« Ces dernières années, les habitudes de voyage ont évolué : de plus en plus de visiteurs se rendent dans des destinations moins peuplées et souhaitent découvrir le monde rural et le patrimoine local, explique la plate-forme créée en 2007 à San Francisco. S'inscrivant dans cette tendance et souhaitant rééquilibrer les voyages en faveur des destinations moins touristiques, Airbnb s'est associé à l'Association des maires ruraux de France afin de promouvoir l'incroyable diversité des sites historiques en France. »

### **Opportunité économique et revenu vital**

Cette catégorie 'patrimoine' suscite un grand intérêt auprès des voyageurs avec des taux de réservation en 2021 en hausse de +65% par rapport à 2019 (avant le Covid). Elle semble constituer aussi une véritable opportunité économique : les hôtes de logements du patrimoine en France ont gagné plus de 5 300€ en 2021, contre 3 800€ pour les autres hôtes de l'Hexagone.

Le classement des départements par revenus généralement constatés en 2021 est dominé par la Gironde, la Dordogne et le Calvados. Echouant au pied du podium, le Vaucluse est ensuite suivi par la Seine-Maritime, l'Indre-et-Loire, le Gard, la Charente-Maritime, la Saône-et-Loire ainsi que les Alpes-Maritimes. « Il s'agit d'un revenu vital pour les hôtes et leurs familles, qui les aide à couvrir les frais d'entretien élevés et à préserver leurs demeures familiales pour les générations à venir », explique Airbnb.

### **Le Vaucluse et le Gard à la fête**

Le Vaucluse est également présent dans le top 10 du nombre de logements puisqu'il figure en 6<sup>e</sup> position derrière la Dordogne, la Gironde, l'Indre-et-Loire, le Calvados et l'Aude. Il devance ensuite le Lot-et-Garonne, l'Hérault, le Maine-et-Loire et le Gard qui clôture ce classement.

Enfin, concernant les 10 logements 'patrimoine' les plus plébiscités, [le Moulin des Roberts](#) à Gordes se classe en 8<sup>e</sup> position. Devant on trouve également [un chalet en pierre dans un château](#) de Saint-Victor-la-Coste, dans le Gard à côté de Lirac, en 6<sup>e</sup> position ainsi qu'une bastide à Aix-en-Provence (4<sup>e</sup> position).

### **Soutien au patrimoine rural**

Avec un don de 5,6M€, Airbnb est devenu le principal mécène [du programme 'Patrimoine et Tourisme local'](#) de [la Fondation du patrimoine](#). Dans le cadre de ce programme, la Fondation soutiendra jusqu'à 200 projets de restauration d'édifices publics et privés dans toute la France rurale.

« L'engagement d'Airbnb en faveur du patrimoine rural en France, combiné aux retombées économiques des voyages sur la plate-forme, contribue à un renouveau sans précédent du monde rural, se félicite Airbnb. Les premiers bénéficiaires de cette dynamique sont les habitants de ces territoires, qui avaient jusqu'alors été privés des retombées du tourisme. »

Ecrit par le 25 juillet 2024

# Paca, 96 architectes viennent de prêter serment dont 6% sont vauclusiens



**96 architectes inscrits entre juin 2021 et avril 2022 se sont engagés à respecter le code de déontologie de la profession lors de la cérémonie annuelle présidée par Marilyne Chevalier présidente de l'Ordre des Architectes Paca. Environ 6% d'entre-eux sont vauclusiens pour une région qui en accueille 2 835.**

Dans son discours, Marilyne Chevalier a évoqué l'architecture comme une discipline de solutions, une arme efficace pour lutter contre le dérèglement climatique. La présidente de l'ordre a également présenté '[Habitats, villes, territoires, l'architecture comme solution](#)' programme de propositions, conçu par les architectes, pour faire face à l'urgence. Au titre des futures rencontres, en Vaucluse, la présidente de l'Ordre des architectes de Paca a évoqué le 18 novembre.



Ecrit par le 25 juillet 2024

## Les travaux en cours

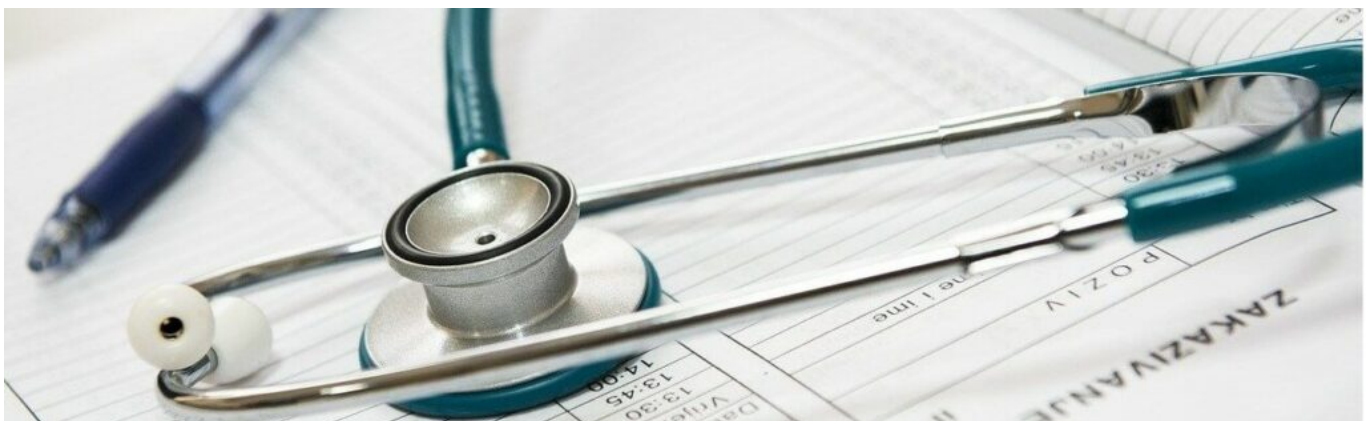
La profession travaille actuellement sur la construction durable de la ville de Marseille ; Les rencontres entre architectes, élus, partenaires de l'acte de bâtir ; La diffusion des résultats de l'enquête sur les problématiques liées à l'instruction des permis de construire ; La formation des élus, notamment lors des Journées de l'urbanisme organisées par les CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) et La sensibilisation des jeunes à l'architecture.

## Le serment

les 96 architectes ont prononcé la phrase rituelle : « Dans le respect de l'intérêt public qui s'attache à la qualité architecturale, je jure d'exercer ma profession avec conscience, probité et responsabilité et d'observer les règles contenues dans la Loi sur l'architecture et dans le Code de déontologie. » Ces nouveaux inscrits exercent à 57% en libéral, 40% sont associés de sociétés d'architecture, 2% sont fonctionnaires et 1% salariés. Près de 58% sont installés dans les Bouches-du-Rhône, 15% dans les Alpes-Maritimes, 13% dans le Var, 6% dans le Vaucluse, 3% entre les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes et 1% à Monaco. 40% d'entre-eux sont diplômés de l'ENSA Marseille (DEA ou DPLG), enfin 60% sont des femmes et 40% des hommes.



# CPAM, un nouveau président pour veiller à la prise en charge de la santé des Vauclusiens



**Jean-Paul Sadori, représentant de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) a été élu président du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Vaucluse. Il succède à Jean-Luc Falicon.**

Par ailleurs, Virginie Casamatta, représentante de la CGT-FO, a été élue 1ère vice-présidente du conseil, tandis que Corinne Mallet, représentante de l'Union des entreprises de proximité (U2P), a été élue 2ème vice-présidente.

## Représenter les vauclusiens

Ce conseil regroupe au total 23 membres. Ceux-ci représentent les assurés salariés, les travailleurs indépendants, les employés, les associations, les salariés et les institutions de santé, basés dans le Vaucluse.

## Suivre et évaluer la politique de la CPAM Vaucluse

Le conseil de la CPAM de Vaucluse oriente, suit et évalue la politique de l'Assurance Maladie de Vaucluse dans plusieurs domaines. Il a notamment pour rôle de déterminer sur proposition de Sophie De Nicolai, directrice de la CPAM de Vaucluse, les grandes orientations du contrat pluriannuel de gestion, les objectifs poursuivis pour améliorer la qualité des services rendus à l'utilisateur et les axes de la politique de gestion du risque. Il lui appartient aussi d'approuver, sur proposition de la directrice, les budgets de gestion et d'intervention. Il délibère également sur la politique d'action sociale et sanitaire conduite par l'organisme dans le cadre des orientations définies par la Caisse nationale d'assurance maladie.

Ecrit par le 25 juillet 2024

### Protection de la santé dans toutes les sphères

La Caisse primaire d'assurance maladie de Vaucluse a pour mission la protection de la santé des Vauclusiens, dans leur vie personnelle ou professionnelle. Afin de pouvoir protéger durablement la santé de chacun, à chaque étape de la vie, elle agit en proximité auprès de l'ensemble des acteurs, assurés, professionnels de santé, entreprises, institutionnels... Elle œuvre au quotidien pour garantir l'accès universel aux droits et permettre l'accès aux soins, pour accompagner chaque assuré dans la préservation de sa santé et pour améliorer en permanence l'efficacité du système. Elle s'appuie pour cela sur l'expertise de ses plus de 500 collaborateurs, répartis sur 6 sites dans le département qui partagent le même mot d'ordre au service de la santé de tous.

MH



Jean-Paul Sadori, Le nouveau président de la CPAM 84  
entouré de ses deux vices-présidentes

Virginie Casamatta (à gauche) représentante CGT-FO et Corinne Mallet de l'Union des Entreprises de Proximité (U2P84)

Ecrit par le 25 juillet 2024

# Le château de Thézan ouvre ses portes au public pour la première fois



**Le château de Thézan, à Saint-Didier, va ouvrir ses portes pour la première fois à partir du samedi 4 juin prochain avec une exposition de l'artiste Etienne Viard.**

Le château de Thézan, situé à Saint-Didier, n'a jamais pu accueillir de public. Après 20 ans laissé partiellement à l'abandon, la bâtisse et son parc ont été rachetés par Pierre de Beytia et Emmanuel Renoux, deux passionnés de vieilles pierres, de mobilier, d'objets d'art, ainsi que de beaux jardins.

« Depuis avril 2019, nous travaillons à maintenir le château et à redonner au domaine sa splendeur afin de pouvoir partager ce joyau de Provence avec le public, habitants du village de Saint-Didier et des alentours mais aussi avec les touristes et autres passionnés qui s'intéressent au réveil de la belle endormie du Comtat Venaissin », explique Emmanuel Renoux.

## Un château du XII<sup>ème</sup> siècle

Situé face à l'église de la commune, le domaine qui s'étend sur 4000m<sup>2</sup> de planchers, 1,4ha de terrain clos, et 3,5 ha de terres agricoles s'est révélé être un véritable challenge pour ses deux acquéreurs. Évoqué pour la première fois dans des archives en 1159 sous le nom de 'Villa de Saint-Didier - Villa Sancti Desiderii', le bâtiment a servi de résidence principale, puis d'établissement de santé.

Écrit par le 25 juillet 2024

À la fin des années 1980, la clinique ferme ses portes. Le château et ses jardins sont alors faiblement maintenus jusqu'à être laissés complètement à l'abandon en 2016 avant d'être acquis trois ans plus tard par Pierre de Beytia et Emmanuel Renoux.

### Une exposition pour inaugurer l'ouverture au public

Afin de marquer cette réouverture au public, le château provençal va accueillir une exposition. Quoi de mieux que de choisir un artiste ancré dans le Vaucluse pour inaugurer ce bien patrimonial ? C'est donc [Etienne Viard](#), qui vit et travaille entre le département et la capitale, qui va exposer ses sculptures.

Dans les jardins du château, les visiteurs pourront donc se balader librement entre 12 œuvres. Il sera possible de visiter cette exposition à partir du samedi 4 juin prochain, et ce, jusqu'au 18 septembre.

**Du 4 juin au 18 septembre. Ouverture les lundis, samedis et dimanches, ainsi que les vendredis au mois d'août. De 10h30 à 13h et de 15h à 18h30. Fermeture les 25, 26 et 27 juin. 4€ (tarif réduit : 3€). 58 Rue du Château. Saint-Didier.**

V.A.

---

## Département, le Contrat territorial d'avenir bientôt en ordre de marche

**Le contrat territorial d'avenir a été pensé pour structurer le Contrat de plan État-Région (CPER) 2021-2027. Au total, au niveau régional, l'État et la Région engageront conjointement 5 120,772 M d'€, au profit de l'adaptation des territoires à un nouveau modèle de développement solidaire et respectueux de l'environnement.**

Le volet Vauclusien comprend 6 catégories de projets avec un accompagnement immédiat d'opérations ciblées :

- **Équilibre et solidarité des territoires** : 9 projets structurants seront financés sur la période 2021-2027 entre l'État et la Région pour un montant global de plus de 34M€ ;
- **L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation** : qui bénéficieront d'une enveloppe État : 8,6 M€, Région à hauteur de 7 M€ et le Département pour 3,8M€ en faveur de Jean Zay Agroparc, de l'Université d'Avignon ainsi que de l'[Inrae](#) (Institut national de recherche pour l'agriculture,

Ecrit par le 25 juillet 2024

l'alimentation et l'environnement) ;

- **La culture et le patrimoine** : avec près de 13,6 M€ contractualisés entre l'État et la Région ;
- **la mobilité douce** : l'État et la Région souhaitent conjointement s'engager en faveur du territoire sur le développement de la mobilité douce, avec plus de 7M€ mobilisés sur de nombreux projets d'aménagements cyclables ;
- **Les transports collectifs** : le projet emblématique du tramway du Grand Avignon -2ème phase- avec des crédits contractualisés État - Région de près de 16 M€. En soutien aux transports collectifs en site propre, l'État finance également la navette express Les Angles - Avignon pour un montant de 2,15M€ ;
- **La transition climatique**, énergétique et environnementale, l'État, l'[Agence de l'eau](#), l'[Adème](#), les [fonds friches](#), la Région et le Département soutiennent les projets portés par les collectivités territoriales sur cette thématique à enjeux, pour un montant global de près de 11,3M€.

Le document concernant le territoire vauclusien sera prochainement co-signé par [Christophe Mirmand](#), préfet de région Paca, [Bertrand Gaume](#), préfet de Vaucluse, [Renaud Muselier](#), Président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et [Dominique Santoni](#), Présidente du Conseil départemental de Vaucluse.

MH

---

## Et si on se faisait une terrasse ?

Ecrit par le 25 juillet 2024



Il y a de signes qui ne trompent pas. La réouverture des terrasses annonce l'arrivée des beaux jours. Entre les classiques, les biens placées ou bien en vue, les atypiques ou encore les nouveautés, la chasse à la terrasse est officiellement ouverte. Où prendre un verre, déjeuner ou se donner rendez-vous ? Attention l'adresse donnée peut avoir valeur d'image...

### Une agora des temps modernes

Mais la terrasse est bien plus qu'un simple lieu où on y consomme dans l'air du temps. Elle peut être un lieu inspirant. On s'y retrouve pour le travail, on y écrit ou on y lit. Elle peut devenir le bureau et le lieu de réception du monde des affaires ou du monde artistique.

La terrasse est un théâtre extraordinaire où on peut y faire des rencontres, où les regards se croisent, les complicités se nouent et les amitiés s'éprouvent. La terrasse c'est aussi un exceptionnel terrain d'observation. Elle peut offrir à nos yeux un point de vue unique sur nos contemporains qui passent, qui s'agitent. On s'amuse à imaginer ce qui les animent ou les occupent. Certains prennent même plaisir à noter ceux du sexe opposé... « Le privilège des grands, c'est de voir les catastrophes d'une terrasse » écrivait Jean Giraudoux. C'est un lieu d'observation du temps qui passe et qui s'agite autour de vous. « Le paradis, c'est d'être assis à la terrasse un soir d'été et d'écouter le silence » disait l'acteur Alec Guinness.

### Pour voir et y être vu

Ecrit par le 25 juillet 2024

Si en terrasse on y voit on peut aussi y aller pour être vu et reconnu. Ce sont les terrasses des grands établissements chics et élégants qui de la belle époque ont encore aujourd'hui de belles survivances. Les terrasses font intimement partie de l'art de vivre en France et peut être encore plus en Provence où le vivre dehors est ancré dans les mœurs.

Dans le théâtre de Marcel Pagnol la terrasse est souvent une unité de lieu importante, comme cet échange savoureux. César : « Ce secret, je ne peux vous le dire... enfin je ne peux pas vous le dire à la terrasse... Je ne peux pas vous le dire à tous à la fois et si vite que cela. Parce que c'est un secret, ce n'est pas quelque chose qui ne se raconte pas. Mais c'est quelque chose qu'on se raconte à voix basse et séparément ». Escartefigue : « Rentrons alors... ».

Inutile d'en faire plus, les terrasses, vous l'aurez compris sont essentielles à la vie tout court. Souvenons-nous il y a quelques mois après le premier confinement nos premiers lieux de liberté l'ont été pour les terrasses... Et quel bonheur du verre ou du café pris au grand air avec comme seule préoccupation regarder, écouter, se poser enfin...

### Une origine provençale ?

A l'origine la dénomination de terrasse était donnée à des aménagements du paysage pour y pratiquer l'agriculture et en particulier sur les terrains pentus. « Levée de terre formant plateforme », nous dit la définition du dictionnaire. On y retrouve cette idée de hauteur... A la fin du XVIIe siècle, le Dictionnaire de l'académie française donne un sens plus récréatif à la définition de terrasse : « levée de terre dans un jardin, dans un parc, faite de main d'homme pour la commodité de la promenade et pour le plaisir de la vue ». On y est presque... ne manque plus que les tables et les chaises !

Et pour la suite c'est peut-être du côté de Marseille qui faut regarder. Petit retour en arrière, le café (la boisson) arrive en Europe à Marseille en 1644. Très vite cette boisson, venue de Turquie, fait un tabac et des établissements qui en propose la consommation s'ouvrent. D'où la dénomination de café. Et de Café en terrasse il n'y a qu'un pas que les habitants de la cité phocéenne ont su franchir aussi rapidement que les 283 mètres de la traversée du vieux port avec son fameux ferry-booôât.

Bel été et belles terrasses à toutes et à tous.

Didier Bailleux

*\*Ancien directeur général et directeur de la rédaction de Mirabelle TV (télévision régionale en Lorraine), [Didier Bailleux](#) a été auparavant consultant dans l'audiovisuel et à travaillé sur plusieurs projets : TNT, SVOD, services en ligne, création de TV locales. En tant que directeur marketing, il a participé, dans les années 1990 et 2000, à la création de plusieurs chaînes thématiques : Canal J, Voyage et Pathé-Sport. Aujourd'hui, il vit en Vaucluse et travaille sur la production de documentaires consacrés aux terroirs.*



Ecrit par le 25 juillet 2024

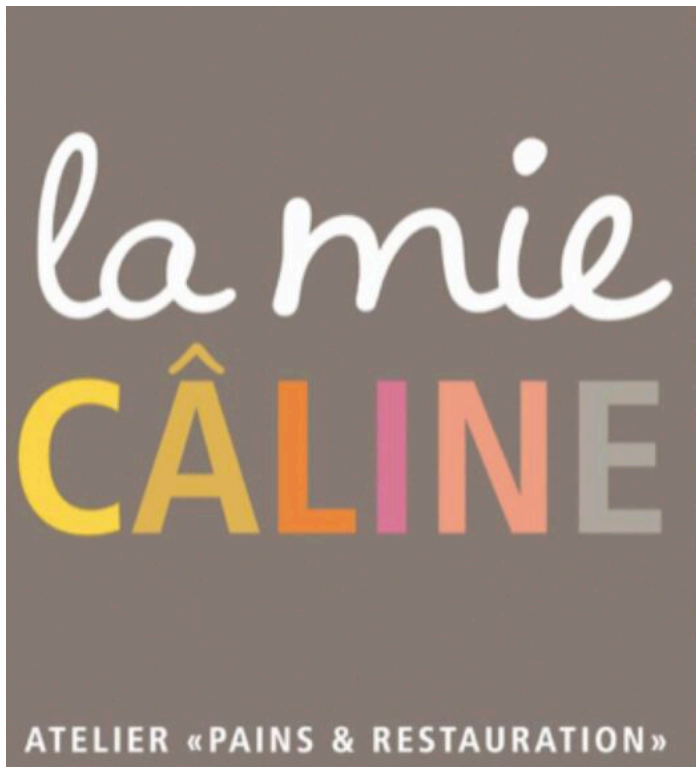


Didier Bailleux.

---

## Quatre magasins La mie câline labellisés 'commerçant responsable' en Vaucluse

Ecrit par le 25 juillet 2024



### **Six points de vente de La mie câline viennent d'obtenir le label 'Commerçant responsable' dans région Paca, dont quatre en Vaucluse.**

Ce label s'inscrit dans le programme d'action RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) de l'enseigne intitulé 'À cœur d'agir', lancé en 2019, qui montre la volonté de La mie câline d'agir positivement vers une transition écologique et solidaire. À ce jour, 58% des 242 boutiques sont déjà inscrites dans cette démarche. L'objectif de l'entreprise est que la totalité de ses franchisés soit labellisée 'Commerçant responsable'.

Ainsi, les magasins de Carpentras, Orange, Sorgues et Cavaillon ont obtenu la note nécessaire de 2,5/4 pour acquérir cette distinction, celui de Sorgues ayant obtenu la meilleure note des six nouveaux labellisés de Paca. Avec un score de 3,24/4, la boutique La mie câline de Sorgues a su démontrer, comme les cinq autres labellisées, son engagement de terrain et ses actions responsables au cœur de son territoire.

V.A.

Ecrit par le 25 juillet 2024

# Logement social : Grand Delta Habitat et Vallis Habitat fusionnent pour garder la main



Hôtel de Sade à Avignon. Les visages n'esquissent pas un sourire. Si l'heure n'est pas grave, elle est importante. Face à la salle, [Dominique Santoni](#), la présidente du Conseil départemental de Vaucluse, entourée à sa gauche par Michel Gontard président de [Grand Delta Habitat](#) et [Corinne Testud-Robert](#) présidente de Vallis Habitat. Ils sont ensemble pour annoncer [la fusion de Grand Delta Habitat avec Vallis habitat](#) vraisemblablement actée en septembre prochain. L'enjeu ? Faire face aux défis réglementaires de la construction et de la réhabilitation (RT2020) et en particulier à la phase 2 de la loi Elan. Résultat ? Le leader vauclusien sera à la tête de 38 000 logements en Vaucluse et au-delà, abolissant, d'un même coup, les frontières régionales.

Face à eux ?

[Cécile Helle](#) maire d'Avignon, [Joël Guin](#) président du Grand Avignon, [Gérard Daudet](#) maire de Cavailhon -

Ecrit par le 25 juillet 2024

et ancien président de la Fédé BTP 84- [Christian Pons](#) président de la fédé BTP 84, [Elisabeth Amoros](#) vice-présidente du Conseil départemental du canton de Cavaillon, [Gilbert Marcelli](#) président de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse, [Christelle Jablonski-Castanier](#) vice-présidente conseillère départementale vice-président du Conseil départemental en charge de la vie associative, des collèges et des sports et bien sûr, la garde de rapprochée de Grand Delta Habitat parmi lesquels [Xavier Sordelet](#) directeur-général de GDH, [Lucas Beaujolin](#) directeur général de Vallis Habitat et ancien directeur commercial chez GDH...

### **Jeu de poupées russes commandité par la loi Elan 2 et la RT 2020**

C'est d'ailleurs la nomination de Lucas Beaujolin à la direction générale de Vallis Habitat qui avait confirmé ce qui bruissait depuis, en vérité, l'absorption de Grand Avignon résidences -ancien Office Public de l'Habitat de la Ville d'Avignon transmis au Grand Avignon- par Mistral Habitat, le bailleur du Conseil départemental. La fusion était intervenue en janvier 2019 en présence de Julien Denormandie, ministre du logement de l'époque. En cause ? La fragilité financière récurrente et l'état de dégradation du parc des deux offices publics également peu actifs dans la construction, l'entretien et la réhabilitation de leurs logements. La fusion demandée par l'Etat des acteurs du logement social pour éradiquer l'éparpillement des finances et obliger à plus de résultats en termes de constructions et de réhabilitations -Loi [Elan 2](#) à venir -qui demanderait le regroupement des bailleurs sociaux à hauteur de 30 000 logements et la [RT 2020](#)- auront clairement porté le coup d'estocade aux offices les plus fragiles, les exposant au rachat par d'importantes organisations peut-être moins enclines à converser avec les maires et institutions locales pour procurer un toit à leurs administrés.

### **Anticiper pour ne pas subir**

Et c'est Dominique Santoni qui ouvre la voie expliquant que le fil conducteur de son intervention est 'd'Anticiper pour ne pas subir'. Le sujet ? « Les difficultés grandissantes des vauclusiens pour se loger, d'accéder au logement social alors que 76% de la population vauclusienne y est éligible et, d'autre part, les contraintes et obligations de plus en plus fortes qui pèsent sur les bailleurs sociaux avec les constructions nouvelles dans les communes carencées, les projets de réhabilitation dans le cadre et hors [Anru](#) (Agence nationale pour la rénovation urbaine) et les besoins en ressources financières, techniques et humaines des acteurs du logement social.

Ecrit par le 25 juillet 2024



Grand Delta Habitat s'est engagé à conserver la totalité des salariés de Vallis Habitat. Ces derniers pourront garder leur statut actuel dans la fonction publique où choisir celui de la coopérative plus avantageux en termes de rémunération. Le nouvel ensemble comptera près de 700 collaborateurs qui seront regroupés dans le siège actuel de GDH situé au pied du pont de l'Europe à Avignon. Concernant le siège de Vallis Habitat, en face des remparts au niveau de la porte Limbert, il est encore trop tôt pour savoir ce que deviendront les locaux.

### Un bilan qui pousse à agir vite

Ce que veut le Département ? « Construire beaucoup, réhabiliter en profondeur et isoler partout, La présidente du Conseil départemental expliquant qu'en « 2022 GDH construira 300 logements quand Vallis Habitat en érigera 70 et que les grands chantiers Anru sur Avignon, Orange et Cavailon concernent ce même acteur du logement social touché, dans le passé, par de graves problèmes de gestion, la colère des locataires et des logements détériorés. »

### Quant à la fusion intervenue plus de deux ans auparavant ?

« Elle n'aura pas permis de refonder un outil suffisamment fort et structuré opérationnellement pour répondre aux attentes des locataires et des communes ». Cependant si la présidente du Conseil départemental reste cash, elle précise que « les salariés de Vallis habitat subissent une situation où ils

Écrit par le 25 juillet 2024

n'y sont strictement pour rien. »

### **Quant à la décision de fusion GDH Vallis Habitat ?**

Dominique Santoni révèle avoir rencontré Michel Gontard dans les tout premiers temps de son installation à la présidence -en juin 2021- pour la qualité de son travail et celles de ces équipes tant auprès des maires que des locataires » et aurait même demandé » l'installation de l'un de ses cadres au sein de Vallis Habitat pour y essayer les méthodes de gestion et d'organisation de Grand Delta Habitat afin de porter 'Un champion vaclusien aux 38 000 logements.' »

### **Contrat moral et de moyens**

Avec plus de 36% de minorité de blocage, le reste appartenant à Action Logement, Dominique Santoni promet aux maires et aux agglomération et EPCI (Établissement public de coopération intercommunale) de conserver leur droit d'usage des logements sociaux notamment lors des Commissions d'attribution -sujet épineux s'il en n'est-; des loyers maintenus à ceux d'aujourd'hui avec des travaux de réhabilitation rapidement menés corrélés à des prestations de qualité ; le maintien intégral de l'emploi et des conditions d'évolution renforcées au sein de l'entreprise pour tous les salariés issus de Vallis Habitat mais aussi de Grand Delta Habitat, bientôt au nombre de 700 et, pour les TPE et PME de Vaucluse, un leader du logement pourvoyeur d'emplois et de nouveaux marchés sur le territoire, ce qui a même tiré un mince sourire à un Christian Pons, président de la Fédé BTP84 pour l'heure très soucieux de l'augmentation exponentielle des prix des matériaux.

### **Les engagements ?**

Grand Delta Habitat s'engage, par an, à construire 500 logements et à en réhabiliter 4 000 dans les 5 prochaines années, à aménager 50 lots, à en vendre 120 au titre de l'accession sociale sécurisée, à gérer des syndicats de propriété et à loger les plus démunis lors des Caléols (Commissions d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements), ce qui représente 2 700 attributions par an en Vaucluse. Deux nouvelles agences verront le jour, l'une pour Apt-Luberon l'autre pour Bollène-Nord Vaucluse, pour plus de proximité avec les résidents et l'assurance d'une prise en compte de chaque demande.

Grand Delta Habitat, plus grande coopérative HLM de France, s'engage à maintenir les loyers à leur niveau actuel et à réaliser 500 logements neufs par an (ndlr : hors [Anru](#)) comme ici avec le Clos Puy Redon à Pernes-les-Fontaines. Une opération de 10 logements livrée en avril dernier. Par ailleurs, le bailleur va réhabiliter 4 000 logements d'ici 5 ans pour un montant d'investissement de 120M€

### **Ils ont dit**

#### **Corinne Testud-Robert, présidente de Vallis Habitat et vice-présidente du Conseil départemental**

« Nous avons d'immenses besoins en termes de construction de logement social et de réhabilitation, a confirmé Corinne Testud-Robert, de la part des Vaclusiens et des élus. La fusion permettra de pérenniser cet outil vaclusien au service des vaclusiens. Si cette fusion ne s'opérait pas, le Vaucluse serait le perdant d'une refonte nationale des bailleurs sociaux à l'aune d'une réglementation annoncée par tous, la [RT 2020](#) - la réglementation thermique et environnementale la plus ambitieuse et exigeante

Ecrit par le 25 juillet 2024

pour la filière construction- et la Loi Elan 2. Nous nous devons d'offrir un outil performant au service des Vauclusiens. » La présidente de Vallis Habitat, nommée il y a 8 mois, a redit son attachement à des salariés professionnels, soucieux de leur mission et très impliqués. Cette mutation -la fusion- devra s'inscrire dans le gagnant-gagnant, » a-telle prévenu.

### **Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat**

« Grand Delta Habitat sera bientôt fort de 700 salariés, a entamé Michel Gontard. 308, dont 158 fonctionnaires, provenant de Vallis Habitat, 370 de Grand Delta Habitat et 22 nouveaux salariés à venir prochainement. Chaque salarié trouvera sa place dans la structure et les fonctionnaires disposeront de la possibilité de faire jouer un détachement, une mise à disposition, une contractualisation à durée indéterminée. Nous garantissons l'accès à la formation et de nouvelles opportunités d'évolution de carrière. Les négociations avec les représentants des personnels se feront entre septembre et au cours des 15 mois suivants, chaque salarié conservant, préalablement, ses conditions de rémunérations actuelles. «

### **Une coopérative de l'Économie sociale et solidaire**

Michel Gontard a souhaité rappeler la mission de service public de la coopérative GDH évoquant des prises de position fortes du Conseil d'administration et des salariés pour conserver à l'humain une place prépondérante face au capital. Il a ainsi précisé : « La coopérative Grand Delta Habitat a été la seule entité au niveau national à prendre à sa charge la baisse de l'APL (Aide personnalisée au logement) et la seule au niveau régional à ne pas appliquer l'IRL (Indice de référence des loyers). De même nous sommes très attentifs aux charges. C'est la raison pour laquelle nous travaillons sur l'isolation depuis des années. Pourquoi ? Parce que nous ne pouvons, comme nous l'observons, accepter que le niveau des charges côtoie le montant d'un loyer. Le Covid a lourdement impacté les salariés précaires que nous logeons, ainsi nous avons décidé la création d'une enveloppe de 50 000€ pour leur venir en aide. Nous devons également faire face au vieillissement des locataires pour cela nous avons créé une formule de bégainage pour personne seule ou en couple associée à des services. Cela fait suite à l'expérience que nous avons menée aux Cerisiers à Vedène.

### **La création de nouvelles entités**

Michel Gontard a aussi évoqué la création d'une foncière commerce GDH, en partenariat avec la Banque des territoires -ex Caisse des dépôts et consignation, la banque d'Etat- pour porter des opérations de redynamisation de centre-ville ; d'un Comité de territoire pour construire la stratégie de GDH et la mise en place d'un outil de solidarité et de l'emploi pour aider à pérenniser les entreprises remarquant que cette méthodologie, déjà expérimentée dans le passé, qui avait permis la collaboration sur le chantier de plus en plus d'entreprises locales.

### **Grand Delta Habitat en chiffre une fois la fusion réalisée ?**

Ce seront 90 000 personnes logées ; 8 000 lots en gestion de copropriétés ; 30 000 logements accessibles et 8 000 bientôt réhabilités ; 685 collaborateurs, 219M€ d'investissement ; 205M€ de chiffre d'affaires ; 85 communes de Vaucluse dotées de logements GDH ; 4% de logements vacants ; 10 agences de proximité en Vaucluse.